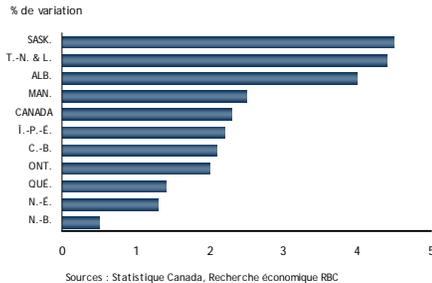
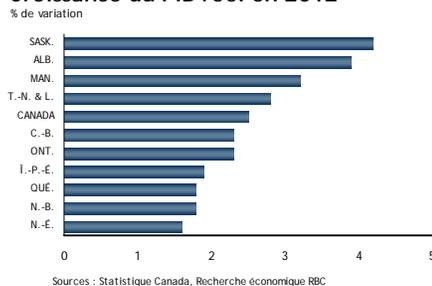
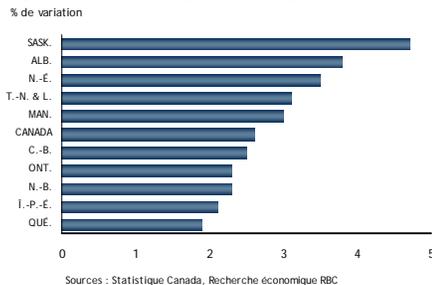


**Croissance du PIB réel en 2011**

**Croissance du PIB réel en 2012**

**Croissance du PIB réel en 2013**


**Paul Ferley**  
 Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**  
 Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

**Kirsten Cornelson**  
 Économiste  
 416-974-8593  
 kirsten.cornelson@rbc.com

## Les économies provinciales maintiennent le cap malgré les turbulences

Dans de telles périodes de turbulences sur la scène mondiale, les économies provinciales affrontent sans cesse des vents contraires sur leur route vers l'expansion. Toutefois, il est réconfortant d'observer que toutes les provinces maintiennent essentiellement le cap. Même si la crise de la dette souveraine et des banques en Europe est susceptible de fortement ralentir la croissance, les provinces canadiennes ont surmonté les obstacles jusqu'à maintenant. Comme nous l'avons mentionné dans l'édition de décembre de Perspectives économiques et financières, nous estimons que les décideurs européens réussiront à contenir ces pressions à l'avenir.

### Performance économique inégale dans les provinces en 2011

Au niveau provincial, les plus récentes données indiquent que la croissance économique est revenue sur la bonne voie partout au Canada après un accès de faiblesse au printemps dernier. Toutefois, la performance économique semble plutôt inégale : certaines provinces (p. ex. la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta) fonctionnent à plein régime, alors que d'autres (p. ex. le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le Québec) tournent au ralenti. Dans la présente édition de Perspectives provinciales, nous avons rajusté nos prévisions de croissance pour 2011 afin de tenir compte des récents événements. Dans notre classement de la croissance par province, la Saskatchewan (4,5 %) continue d'être en tête, mais maintenant, Terre-Neuve-et-Labrador (4,4 %) et l'Alberta (4,0 %) la suivent de plus près, la croissance dans ces deux provinces ayant été révisée à la hausse. Le Manitoba (2,5 %), l'Île-du-Prince-Édouard (2,2 %), la Colombie-Britannique (2,1 %) et l'Ontario (2,0 %) demeurent près de la moyenne nationale de 2,3 %, même si les prévisions de croissance de toutes ces provinces, sauf celles de l'Î.-P.-É., ont été légèrement abaissées. Nous avons aussi revu légèrement à la baisse la croissance du Québec (1,4 %), rapprochant ainsi cette province de la Nouvelle-Écosse (1,3 %) et du Nouveau-Brunswick (0,5 %), qui sont en queue du classement de la croissance par province.

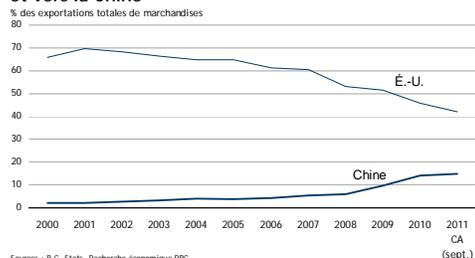
### Les provinces des Prairies seront en tête du peloton en 2012

Nous nous attendons à ce que la conjoncture économique mondiale s'améliore un peu en 2012. Même si nous prévoyons que la crise européenne s'apaisera jusqu'à un certain point l'an prochain, ce sera le regain de vie modéré de l'économie américaine qui aura l'incidence la plus importante sur les économies provinciales. Le raffermissement de la demande aux États-Unis favorisera plus particulièrement la croissance en Ontario, au Québec, au Manitoba et dans la plupart des provinces de l'Atlantique. Nous prévoyons par conséquent une accélération de la croissance dans ces provinces comparativement à cette année, mais le rythme de l'expansion demeurera généralement modéré en partie à cause des restrictions budgétaires. Néanmoins, le facteur de différenciation le plus important pour la croissance des provinces l'an prochain sera encore le dynamisme du secteur des ressources naturelles. Ce dynamisme continuera d'agir comme catalyseur de l'augmentation des dépenses en immobilisations et de la production dans les provinces riches en ressources. La Saskatchewan et l'Alberta – toutes deux fortement dépendantes des ressources naturelles – resteront, par conséquent, en tête de peloton en 2012. Terre-Neuve-et-Labrador traversera une phase de transition au cours de laquelle son taux de croissance sera modéré, quoiqu'à un niveau toujours vigoureux.

### Situation analogue en 2013

En ce qui concerne 2013, nous croyons que les principaux facteurs économiques sous-jacents qui façonneront 2012 – par exemple, le raffermissement de la demande aux États-Unis, la vigueur continue des marchés mondiaux de marchandises et les restrictions budgétaires – demeureront en place. À notre avis, le maintien de tels facteurs d'influence favorisera l'obtention de résultats similaires à ceux de 2012 pour ce qui est de la croissance provinciale. La principale exception pourrait être la Nouvelle-Écosse, où la hausse des dépenses en immobilisations et de la production de gaz naturel est susceptible de stimuler la croissance de façon beaucoup plus importante.

### Exportations de marchandises de la C.-B. vers les É.-U. et vers la Chine



Sources : B.C. Stats, Recherche économique RBC

### Taux de chômage en Colombie-Britannique



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,0	2,1	2,3	2,5
Emploi	1,7	0,8	1,3	1,5
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	6,9	6,8
Ventes au détail	5,3	1,8	4,3	4,4
Mises en chantier (unités)	26 479	26 600	27 800	27 000
Indice des prix à la consommation	1,4	2,4	1,5	1,5

Robert Hogue  
Économiste principal

## Expansion limitée

La performance économique a été très inégale en Colombie-Britannique en 2011 et nous ne prévoyons pas de changement pour l'an prochain. Il semble qu'à chaque signe encourageant correspond un indice décevant. Par exemple, les exportateurs de la province sont au milieu d'un essor impressionnant sur les marchés non conventionnels comme la Chine; pourtant, ils continuent, au mieux, à faire du surplace sur le marché américain. Sur la scène locale, les tendances légèrement positives sur le marché du travail semblent être largement ignorées par les consommateurs et les acheteurs de maison, qui font preuve d'une grande prudence. Par contre, les entreprises sont suffisamment confiantes pour augmenter leurs dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel, mais les gouvernements sabrent actuellement leurs propres dépenses en immobilisations. Une telle variation dans les conditions des divers secteurs économiques laisse voir un contexte de modeste croissance dans l'ensemble de la province. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel de la province sera de 2,1 % en 2011 et qu'elle ne progressera que légèrement à 2,3 % en 2012 et à 2,5 % en 2013.

### Les exportateurs de la Colombie-Britannique profitent des marchés non conventionnels

Après avoir subi d'importants revers sur le marché américain au cours des dernières années, les exportateurs de la Colombie-Britannique ont fait cette année d'importants gains sur les marchés chinois et sud-coréen en plein essor, ce qui a fait bondir de 45 % et de 43 % les exportations de marchandises de la province dans chacun de ces deux marchés, respectivement. Les producteurs de bois d'œuvre et de pâte à papier de la Colombie-Britannique, ont plus particulièrement bénéficié des fortes augmentations des ventes à la Chine, ce qui les a aidés à mieux se remettre des niveaux de production excessivement faibles de 2009. Bien que la cadence des exportations de la Colombie-Britannique vers la Chine ait quelque peu ralenti dernièrement, nous croyons que l'énorme potentiel offert par le marché chinois et le succès grandissant qu'en retirent les exportateurs de la Colombie-Britannique augurent bien pour le commerce extérieur de la province dans les années à venir. Compte tenu du soutien additionnel procuré par le raffermissement prévu de la demande aux États-Unis (qui s'est à peine maintenue cette année), nous croyons que le commerce extérieur cessera de peser sur la croissance de la province et qu'il y contribuera en 2012.

### L'emploi est sur une pente légèrement ascendante

Le marché du travail de la Colombie-Britannique a commencé l'année sur une note préoccupante, mais s'est bien redressé depuis ce temps. Après avoir grimpé à 8,8 % en février, le taux de chômage provincial a chuté à son plus bas niveau en 33 mois (6,6 %) en octobre avant de remonter un peu pour atteindre 7,0 % en novembre. La création d'emplois a connu des ratés à divers moments cette année, mais est demeurée suffisante pour maintenir le marché du travail sur une pente légèrement ascendante. Nous nous attendons à ce que cette tendance se maintienne plus ou moins l'an prochain ; en 2011, la croissance de l'emploi ne progressera que légèrement de 0,8 % à 1,3 % en 2011.

### Les consommateurs de la Colombie-Britannique demeurent prudents

La modeste amélioration du marché du travail en Colombie-Britannique n'a pas été suffisante pour inciter les consommateurs à recommencer à faire des achats. Cette année, les détaillants de la Colombie-Britannique sont ceux qui ont connu la plus faible croissance de leurs ventes à l'échelle provinciale au Canada. En fait, les ventes au détail corrigées de l'inflation ont diminué dans la province durant les huit premiers mois. La prudence dont ont fait preuve les consommateurs de la C.-B. reflète peut-être en partie la pression exercée sur les budgets des ménages par les augmentations rapides des coûts du logement dans des régions comme celle de Vancouver au cours de la dernière année. Nous prévoyons que les prix des maisons reculeront un peu en Colombie-Britannique en 2012, ce qui atténuera la pression subie par les consommateurs. Compte tenu également de la légère croissance de l'emploi prévue, nous prévoyons un rebond considérable de la croissance des ventes au détail l'an prochain.

## La province avance à plein régime

Compte tenu de la propagation d'une vive incertitude économique à l'échelle mondiale au cours des derniers mois, la progression constante de l'Alberta vers une reprise complète est une bonne nouvelle. Après avoir surmonté ses propres obstacles – parmi lesquels prédominent les incendies de forêt qui ont entraîné des désordres économiques importants en mai – l'économie de la province affiche maintenant les résultats qui en ont fait un générateur de croissance il y a un peu plus de cinq ans. Étant impressionnés par sa performance jusqu'ici, nous avons révisé à la hausse nos prévisions concernant la croissance du PIB réel de l'Alberta à 4,0 % cette année, un rythme qui selon nous sera largement maintenu à la fois en 2012 et en 2013, à 3,9 % et à 3,8 %, respectivement. N'eût été de la performance encore plus solide de la Saskatchewan, l'Alberta récupérerait la couronne de l'économie provinciale connaissant la croissance la plus rapide au Canada.

### Le marché de l'emploi est en plein essor

Étant donné que l'industrie pétrolière bourdonne d'activité comme c'était le cas en 2006 et qu'elle sert de catalyseur pour d'autres secteurs, le marché de l'emploi de l'Alberta est en plein essor. Au cours des 11 premiers mois de l'année, 98 000 nouveaux emplois nets ont été créés dans la province, ce qui constitue le meilleur résultat depuis 2006. Tout compte fait, le gain d'emplois pourrait bien dépasser la barre des 100 000 en 2011, ce qui établirait un nouveau record pour l'Alberta. L'aspect le plus impressionnant de ce marché du travail ultradynamique est la bonne répartition des gains entre les divers secteurs. On ne peut attribuer directement au secteur de l'énergie qu'une petite portion de ces gains. De petits progrès et des progrès modérés sont enregistrés dans la grande majorité des secteurs. En outre, l'essor émane entièrement du secteur privé, qui est la source de la stupéfiante création de 116 000 nouveaux emplois cette année. Une telle vigueur compense aisément les déclinés observés dans le secteur public et chez les travailleurs autonomes.

### Les consommateurs albertains font de grosses dépenses

Vu l'amélioration rapide des perspectives d'emploi et le rétablissement de la confiance, les consommateurs albertains ont été très dépensiers en 2011. Les ventes au détail ont augmenté dans la province à un des taux les plus rapides du pays, et les gros achats comme ceux de véhicules automobiles ont encore augmenté par rapport aux creux atteints pendant la récession. Nous nous attendons à ce que la situation favorable sur le marché de l'emploi – selon nos prévisions, les emplois augmenteront de 3,1 % l'an prochain, soit le plus fort taux au pays – continuera de favoriser le bel élan des dépenses de consommation en 2012.

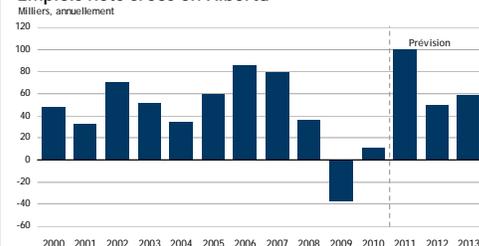
### La production de brut non classique enregistre de nouveaux records

Généralement, les perspectives pour l'économie de l'Alberta demeurent très intéressantes (malgré l'accroissement des risques auxquels font face presque toutes les économies mondiales). La production de pétrole dans la province a maintenant totalement regagné le terrain perdu depuis les perturbations occasionnées par les incendies de forêt en mai et elle progresse actuellement à un rythme sans précédent. Nous prévoyons que, compte tenu de l'augmentation constante de la capacité d'exploitation des sables bitumineux, la production de brut non classique atteindra de nouveaux sommets au cours de la période à venir. Les problèmes de capacité des pipelines – un sujet largement débattu aux États-Unis au cours des derniers mois et qui a fini par entraîner le report de la décision d'approuver le projet Keystone XL – pourraient créer des goulots d'étranglement dans le transport vers les raffineries américaines d'ici 2013, ce qui risque de limiter la croissance des exportations de la province cette année-là.

### Les sables bitumineux de l'Alberta : une bénédiction pour les années à venir

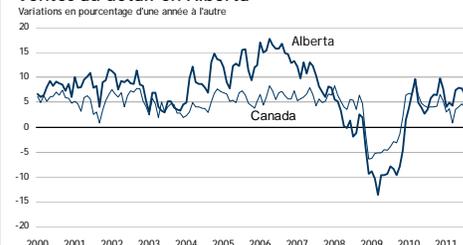
Pendant ce temps, les travaux concernant plusieurs mégaprojets liés aux sables bitumineux se poursuivent et continuent de générer une énorme activité économique dans la province. Actuellement, la valeur des projets liés aux sables bitumineux qui en sont à diverses étapes de mise en valeur est de 120 milliards \$ et étant donné que tous les intervenants se sont fermement engagés à mettre en valeur cette ressource, l'économie albertaine en profitera grandement pendant bien des années.

Emplois nets créés en Alberta



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes au détail en Alberta



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Alberta - prévisions en bref

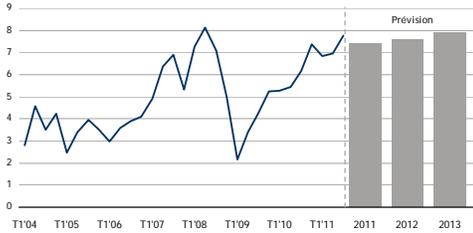
Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,3	4,0	3,9	3,8
Emploi	-0,4	3,8	3,1	2,5
Taux de chômage (%)	6,5	5,5	5,0	4,7
Ventes au détail	6,0	5,7	6,2	6,3
Mises en chantier (unités)	27 088	25 900	31 000	32 000
Indice des prix à la consommation	1,0	2,3	1,5	2,0

Robert Hogue  
Économiste principal

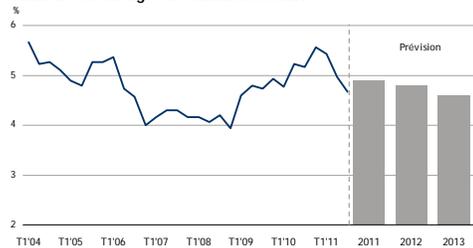
## Mises en chantier en Saskatchewan

Milliers d'unités, données annuelles désaisonnalisées



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

## Taux de chômage en Saskatchewan



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	4,0	4,5	4,2	4,7
Emploi	0,9	0,3	1,7	1,9
Taux de chômage (%)	5,2	4,9	4,8	4,6
Ventes au détail	3,1	7,1	5,3	6,5
Mises en chantier (unités)	5 907	7 400	7 600	7 900
Indice des prix à la consommation	1,3	2,7	2,2	2,8

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## La vigueur de l'économie attire de nouveaux résidents

L'évolution économique et les données récentes appuient notre thèse d'une croissance nationale menée par la Saskatchewan jusqu'en 2013. Les investissements résidentiels sont l'une des grandes forces sous-jacentes de la province. Nous avons observé une accélération de l'activité au troisième trimestre et un bond des mises en chantier à leur plus haut niveau depuis la récession. Cette vigueur nous a incités à réviser en hausse nos prévisions pour les mises en chantier en Saskatchewan à 7 400 unités pour 2011 et 7 600 unités pour 2012. Pour 2013, nous prévoyons un résultat encore plus élevé, de 7 900 unités, qui serait le niveau annuel le plus élevé depuis 1979. Les investissements résidentiels profitent clairement de la vive croissance économique et de ses répercussions positives sur l'immigration. Au deuxième trimestre de 2011, la province a enregistré son afflux net de migrants le plus élevé, tant d'un point de vue interprovincial qu'international, depuis 1971.

## Le secteur manufacturier et le commerce de gros ont le vent dans les voiles

Les nouvelles ont également été bonnes en ce qui concerne les ventes manufacturières, qui ont poursuivi leur forte croissance au troisième trimestre et surpassé par plus de 20 % les niveaux de l'an dernier. Cette robustesse témoigne d'une augmentation de la demande et d'une production accrue de diverses ressources naturelles. Ce facteur contribue aussi fort probablement à la croissance du commerce de gros, qui s'est établie à 24 % au troisième trimestre. Mais en dépit de ce dynamisme sous-jacent de l'activité économique, l'emploi est resté étrangement stationnaire pendant la majeure partie de l'année.

## Les investissements dans le secteur des ressources continuent de grimper

Même si l'économie mondiale fait actuellement face à certains défis, nous prévoyons une reprise graduelle et soutenue. Une telle progression devrait suffire à maintenir les prix de la plupart des ressources naturelles à des niveaux attrayants et à stimuler l'activité économique de façon continue en Saskatchewan. La croissance du secteur minier devrait plus particulièrement demeurer robuste jusqu'en 2013 grâce à une hausse de la production des principaux extrants de la province, comme la potasse et le pétrole. En outre, nous prévoyons une hausse correspondante des dépenses d'investissement. La province profite déjà des dépenses soutenues liées aux gisements de pétrole de Bakken et aux mines de potasse près d'Esterhazy, qui se poursuivront pendant la période de prévision. Par ailleurs, on a récemment annoncé le début de la construction entourant le projet Legacy au nord de Moose Jaw, une mine de potasse de 3,2 milliards de dollars dont la mise en production est prévue pour 2015. Les travaux d'ingénierie et de construction relatifs à la mine de potasse Jansen à l'est de Saskatoon, dont les travaux préparatoires ont déjà entraîné des dépenses de 1,2 milliard de dollars, pourraient également débuter en 2012.

## La Saskatchewan progressera à un rythme nettement plus rapide que la moyenne nationale

La vigueur évidente de la production de ressources naturelles et des dépenses d'investissement dans les secteurs commerciaux et résidentiels jusqu'à maintenant cette année confirme que la Saskatchewan poursuit sa course à la vitesse grand V. Les nouvelles sont également bonnes dans le secteur agricole, où la production céréalière a fortement rebondi après de piètres récoltes en 2010. Nous croyons que ces secteurs contribueront à un taux de croissance de l'économie provinciale de 4,5 % en 2011. Même si l'augmentation des récoltes céréalières ralentira en 2012 (en supposant que les conditions météorologiques seront normales), la province conservera néanmoins un rythme de croissance rapide qui ne fléchira qu'à 4,2 % l'an prochain. Dans le contexte d'une économie mondiale en voie de guérison d'ici 2013, nous prévoyons que la demande demeurera vigoureuse pour diverses ressources naturelles et fera remonter la croissance de la Saskatchewan à 4,7 % en 2013.

## Une diversification économique qui rapporte

De 2011 à 2013, le Manitoba devrait connaître trois autres années de croissance économique modérée, mais constante. La grande diversification de l'économie explique en grande partie le rythme de croissance relativement stable de la province. Jusqu'à maintenant cette année, les ventes globales du secteur manufacturier sont encore en hausse sur 12 mois, et ce, même si les segments des biens durables et non durables ont emprunté des directions opposées au troisième trimestre. La croissance des ventes de biens non durables a ralenti alors que celle des biens durables est demeurée robuste, notamment grâce à une demande soutenue dans les segments clés de l'équipement de transport et de la machinerie. De même, le rythme d'expansion est demeuré rapide dans le commerce de gros au troisième trimestre.

### De mauvaises conditions climatiques nuisent au secteur agricole

Cette vitalité des secteurs de la fabrication et du commerce de gros depuis le début de l'année fait plus que compenser les reculs dans le secteur agricole. Des précipitations extrêmement abondantes au printemps, et même de graves inondations à certains endroits, ont restreint les semis. En raison de la persistance des conditions climatiques défavorables pendant la saison de croissance, une baisse d'environ 15 % de la production agricole est prévue cette année. Heureusement, à la suite d'une telle baisse, ce secteur devrait connaître une vive reprise de l'ordre de 19 % l'an prochain, en supposant un retour à des conditions climatiques plus normales.

### Une croissance supérieure à celle de la plupart des autres provinces jusqu'en 2013

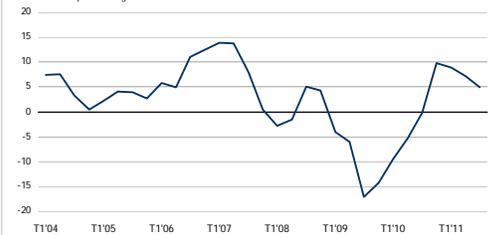
Le fléchissement du secteur agricole devrait limiter la croissance du PIB réel de la province à 2,5 % en 2011. Toutefois, le rebond prévu de la production céréalière en 2012 contribuera vraisemblablement à une expansion de 3,2 % du PIB réel cette année-là. Le rythme de progression annuel de l'activité devrait se maintenir à un solide niveau de 3,0 % en 2013. Bien que ce taux anticipé de croissance économique soit un peu supérieur à la moyenne nationale, il est le plus faible des trois provinces des Prairies, car le Manitoba ne profite pas autant que l'Alberta et la Saskatchewan des cours élevés du pétrole. Cela dit, la province connaît un raffermissement de la production pétrolière, car une petite partie du champ pétrolier de Bakken s'étend jusqu'à l'extrémité sud-ouest du Manitoba. La part plus modeste qu'occupe la production de ressources naturelles dans la province limite l'expansion des revenus d'exportation et des dépenses d'investissement, qui devrait être plus évidente dans les deux provinces à l'ouest du Manitoba.

### Une accalmie est prévue dans le secteur de la construction

Au cours de la période de prévision, les dépenses de construction seront globalement limitées par l'achèvement récent de quelques grands projets d'investissement, dont l'expansion de l'aéroport international de Winnipeg et l'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge, qui ont aidé la province à surmonter la dernière récession. D'autres projets requerront quand même un travail constant, dont la construction du Musée canadien pour les droits de la personne, qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2012. Mais comme on prévoit la fin d'autres projets au début de 2012, telle la construction de la centrale hydroélectrique Wuskwatim au coût de 1,2 milliard de dollars, et qu'aucun autre projet hydroélectrique complémentaire de Manitoba Hydro n'est prévu, l'apport de la construction non résidentielle sera réduit l'an prochain. À terme, la société de services publics provinciale devrait entreprendre les travaux liés à la prochaine grande centrale, celle de Conawapa d'une valeur de 5 milliards de dollars, mais la construction proprement dite pourrait ne pas débuter avant plusieurs années.

#### Livraisons manufacturières au Manitoba

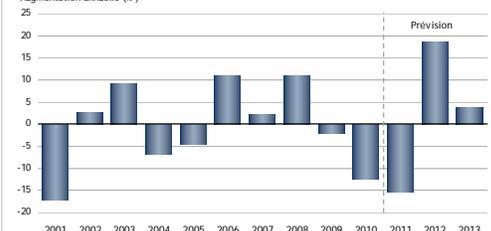
Variations en pourcentage d'une année à l'autre



Sources - Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Production agricole au Manitoba

Augmentation annuelle (%)



Sources - Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,4	2,5	3,2	3,0
Emploi	1,9	0,7	0,9	1,3
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,3	5,0
Ventes au détail	5,6	4,3	4,8	4,7
Mises en chantier (unités)	5 888	5 600	5 500	5 700
Indice des prix à la consommation	0,8	2,8	1,6	2,3

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

## Livraisons manufacturières en Ontario

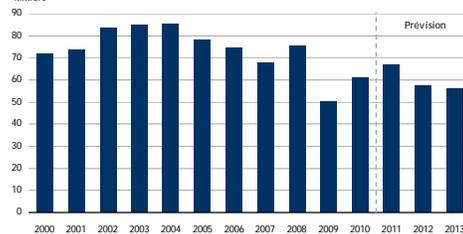
Variations en pourcentage d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Mises en chantier en Ontario

Milliers



Sources : SCHL, Recherche économique RBC

## Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,0	2,0	2,3	2,3
Emploi	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage (%)	8,7	7,9	7,7	7,5
Ventes au détail	5,4	3,4	4,1	3,9
Mises en chantier (unités)	60 433	67 000	57 500	56 000
Indice des prix à la consommation	2,4	3,2	1,8	2,2

Robert Hogue  
Économiste principal

## Sur la voie d'une croissance modeste

L'économie de l'Ontario montre des signes de redressement après avoir trébuché au deuxième trimestre. De graves perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale de produits de l'automobile avaient alors plombé son secteur manufacturier. Même si les craintes d'un ralentissement prolongé de l'activité se sont apaisées, de forts vents contraires menacent encore l'économie de la province et ralentiront sa course au début de 2012 et par la suite. Nous croyons qu'en l'absence de tout dérapage majeur de la crise européenne, l'économie ontarienne devrait enregistrer une croissance modeste qui se poursuivra jusqu'en 2013. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 2,0 % en 2011 et de 2,3 % en 2012 et 2013.

## Les perturbations dans le secteur de l'automobile s'atténuent progressivement

Malgré la persistance de certains problèmes dans la chaîne logistique du secteur de l'automobile – après les perturbations causées par le tsunami et le séisme au Japon en mars, des inondations majeures en Thaïlande ont provoqué depuis juillet des difficultés additionnelles –, la production de véhicules automobiles en Ontario est en train de regagner le terrain perdu. Les données désaisonnalisées sur la production mensuelle témoignent d'une hausse depuis août et d'une accélération notable en novembre. Or, les niveaux les plus récents restent quand même inférieurs à ceux observés en début d'année et nous entrevoyons un fort potentiel d'amélioration pour les prochains mois. Dans les autres segments du secteur ontarien de la fabrication, la performance prend du mieux. Les fabricants de machinerie, de métaux de base et de produits métalliques ont notamment enregistré une forte croissance de leurs ventes cette année. À notre avis, dans la foulée d'une consolidation continue de la demande des États-Unis, le secteur manufacturier de la province devrait progresser de façon soutenue en 2012 et contribuer à une légère accélération de la croissance l'an prochain.

## Le marché de l'emploi a fortement ralenti depuis l'été

Après avoir connu un très bon premier semestre, marqué par la création de 110 000 nouveaux emplois nets, le marché de l'emploi de l'Ontario a depuis perdu beaucoup de terrain. De juillet à novembre, 35 000 emplois ont été perdus et le taux de chômage a grimpé de 7,5 % à 7,9 %, se retrouvant tout juste en deçà du niveau du début de l'année (8,1 %). Compte tenu de l'importance des gains d'emplois précédents, ce récent renversement partiel a eu des répercussions limitées sur les dépenses de consommation et la demande de logements dans la province. Ces deux variables ont enregistré des hausses soutenues, bien que modérées, aux deuxième et troisième trimestres. Nous croyons que la faiblesse de l'emploi se résorbera bientôt, mais que toute nouvelle détérioration pourrait handicaper un certain nombre de secteurs tributaires de la consommation, dont le marché du logement, l'an prochain.

## Une stabilisation du secteur de l'habitation est prévue

Depuis le début de la reprise, le secteur de l'habitation est l'un des moteurs de la croissance économique de la province. Toutefois, comme la demande inassouvie a été largement satisfaite et que l'accessibilité s'est détériorée à un point tel qu'elle commence maintenant à préoccuper les acheteurs de maisons, nous prévoyons une stabilisation ou une légère diminution des investissements résidentiels dans la province l'an prochain. L'arrêt de ce moteur de croissance, tout comme la fin des dépenses de relance liées à l'infrastructure, sera un facteur clé qui freinera la croissance de la province en 2012.

## Un assombrissement des perspectives

L'économie du Québec peine plus que prévu à se sortir de son creux du milieu de l'année, ce qui assombrit maintenant ses perspectives de croissance à court terme. Les pertes d'emplois considérables subies cet automne, après un printemps et un été mornes, sont particulièrement préoccupantes, car elles témoignent d'un ralentissement de l'activité économique sous-jacente plus marqué que ce que nous avons prévu. Nous avons donc revu à la baisse nos prévisions de croissance du PIB réel de la province pour 2011 et 2012. Nous prévoyons maintenant une croissance de 1,4 % pour 2011 (par rapport à 1,7 % dans nos Perspectives provinciales de septembre) et de 1,8 % pour l'an prochain (par rapport à 2,1 %). Même si nous continuons de croire que le marché du travail se ressaisira l'an prochain, l'élan économique futur sera limité par le retrait des mesures de relance budgétaire. Pour 2013, nous n'entrevoions qu'une légère amélioration du taux de croissance de l'économie de la province, à 1,9 %.

### Un faible dynamisme pour le moment

Avec le recul, nous constatons que nous avons peut-être péché par optimisme en considérant le creux économique subi par le Québec au deuxième trimestre comme une anomalie de courte durée. Premièrement, il semble maintenant que la baisse du PIB réel a été plus forte que ce que nous avons présumé. Les estimations de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) montrent que le recul du PIB réel au deuxième trimestre a été plus grand dans la province (-0,8 % en chiffres annualisés) que dans l'ensemble du Canada (-0,5 %), même si l'économie provinciale aurait dû être moins sensible aux chocs que d'autres parties du pays. Deuxièmement, les estimations mensuelles du PIB réel de l'ISQ laissent entrevoir une croissance annualisée d'environ 0,8 % au troisième trimestre, ce qui serait à la fois chétif et nettement inférieur au taux de 3,5 % enregistré au niveau national. En résumé, l'économie du Québec fait preuve en ce moment d'un bien faible dynamisme.

### Les récentes pertes d'emplois font douter d'un rebond plus marqué

Les perspectives d'un redressement plus ferme au quatrième trimestre ou en 2012 sont atténuées par la forte détérioration du marché de l'emploi au Québec au cours des derniers mois. Soulignons notamment que la perte globale de 44 000 emplois en octobre et novembre – le pire recul en deux mois depuis 1982 – a pris tout le monde par surprise et a plus qu'annulé les gains enregistrés en début d'année. Fait inquiétant, la faiblesse a été concentrée dans le secteur privé (bien que beaucoup d'emplois autonomes aient aussi été perdus). Nous croyons que cette faiblesse de l'emploi est en partie une réaction tardive au creux économique précédent et qu'elle devrait se résorber au cours des prochains mois. Néanmoins, il est à prévoir que la récente détérioration minera la confiance des consommateurs à l'approche de 2012.

### L'équilibre budgétaire dans la mire des gouvernements

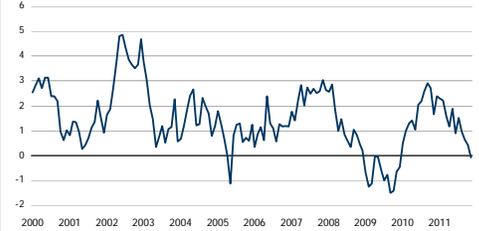
Le contexte moins favorable du marché du travail l'an prochain coïncidera avec une réduction des dépenses d'infrastructure par les gouvernements fédéral et provincial, qui mettront l'accent sur l'élimination de leurs déficits. Dans sa mise à jour financière de l'automne publiée en novembre, le gouvernement du Québec a confirmé qu'il prévoit renouer avec l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014. Le plus récent programme d'infrastructure annonce une diminution des dépenses d'investissement de 5,2 % et 5,5 % pour les deux prochains exercices, respectivement, après de fortes hausses au cours des dernières années.

### Des projets d'alumineries améliorent les perspectives des investissements privés

Récemment, les nouvelles n'ont pas toutes été mauvaises au Québec. Par exemple, l'annonce de deux importants projets d'investissement dans le secteur de l'aluminium améliore les perspectives des investissements privés dans la province. La cadence des travaux liés à ces projets devrait vraisemblablement s'accélérer au cours des prochaines années, ce qui aidera à compenser l'incidence des restrictions budgétaires sur la croissance.

#### Emploi au Québec

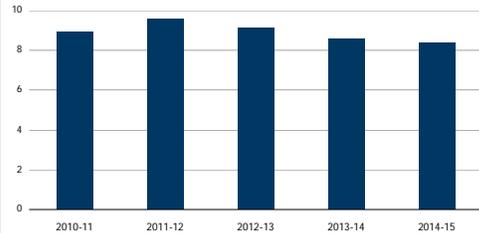
Variations en pourcentage d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Plan québécois des infrastructures

Milliards \$



Sources : ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

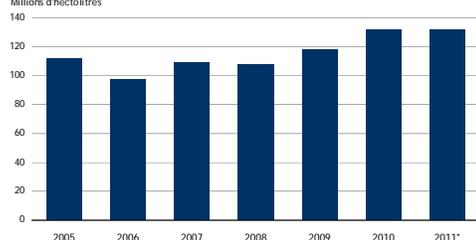
#### Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,5	1,4	1,8	1,9
Emploi	1,7	1,1	0,3	1,3
Taux de chômage (%)	8,0	7,7	7,6	7,4
Ventes au détail	6,3	1,9	4,0	3,8
Mises en chantier (unités)	51 363	48 400	44 500	42 500
Indice des prix à la consommation	1,3	2,9	1,5	2,2

Robert Hogue  
Économiste principal

## Exportations de produits pétroliers au Nouveau-Brunswick



\*Selon les trois premiers trimestres.  
Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Ventes au détail au Nouveau-Brunswick

Excluant les ventes d'essence dans les stations-services, variation annuelle en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,1	0,5	1,8	2,3
Emploi	-1,0	-1,2	0,7	0,8
Taux de chômage (%)	9,3	9,5	9,3	9,1
Ventes au détail	4,9	4,5	3,4	3,9
Mises en chantier (unités)	4 101	3 300	3 200	3 300
Indice des prix à la consommation	2,1	3,4	1,9	2,4

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Une progression qui demeure lente

Après une solide année 2010, l'économie du Nouveau-Brunswick est venue bien près de s'immobiliser cette année : nous prévoyons une croissance du PIB réel de seulement 0,5 % en 2011 après une progression de 3,1 % en 2010. Les exportateurs de la province ont affronté de dures conditions cette année, alors que les pertes d'emplois ont ébranlé les consommateurs et les acheteurs de maisons. Nous prévoyons tout de même que l'économie du Nouveau-Brunswick redémarrera l'an prochain, bien qu'à une vitesse moindre de 1,8 %. Les restrictions budgétaires seront au nombre des facteurs qui ralentiront le rythme de l'activité économique.

## Les exportations provinciales reprendront l'an prochain

La valeur des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick a beaucoup augmenté lors des neuf premiers mois de l'année (sous l'impulsion des exportations d'énergie), mais cela tient surtout à l'effet des hausses de prix : les exportations réelles de produits pétroliers sont restées essentiellement inchangées par rapport à il y a un an et, dans bien des cas, les volumes d'exportation de papier et de produits de la mer ont fortement baissé. Cette année, les volumes d'exportation de produits pétroliers raffinés (de loin la marchandise la plus exportée par la province) ont souffert de l'envolée des prix pendant l'hiver et le printemps précédents, laquelle a plombé la consommation de carburant aux É.-U., et des récents travaux d'entretien à la raffinerie Irving. La fin des travaux d'entretien et le renversement partiel de la flambée des prix de l'essence dans un contexte de raffermissement de l'économie américaine ouvriront toutefois la voie à un accroissement des exportations réelles d'énergie en 2012 et 2013.

## Des restrictions budgétaires imminentes

Cette année, les dépenses d'investissement ont également fléchi au Nouveau-Brunswick, principalement en raison du retrait des mesures de relance des gouvernements fédéral et provincial. Selon les prévisions, le déficit provincial de l'exercice actuel ne sera inférieur que de peu (514 millions de dollars ou 1,7 % du PIB) à celui de l'année précédente (633 millions de dollars ou 2,2 %), même si, en pourcentage du PIB, il demeure le troisième plus élevé de la province pour les 18 dernières années. Il en ressort que l'équilibre budgétaire visé par le gouvernement provincial d'ici 2013-2014 nécessitera un degré élevé de restriction budgétaire qui agira comme un frein sur la croissance économique.

## L'anémie du marché du travail jette une ombre sur les consommateurs

La piètre performance du marché de l'emploi du Nouveau-Brunswick s'est poursuivie en 2011. Lors des onze premiers mois de l'année, la province a perdu 2 900 emplois additionnels après en avoir perdu 4 100 en 2010 et 2 500 en 2009. Des baisses importantes ont été observées au chapitre des emplois autonomes, dans le secteur primaire et dans un certain nombre de secteurs de services. Le faible niveau de l'emploi a vraisemblablement porté préjudice aux dépenses de consommation dans la province. Les ventes au détail ont jusqu'à maintenant affiché une croissance anémique en 2011 : exclusion faite des ventes dans les stations d'essence, les ventes n'ont augmenté que de 1,0 % lors des dix premiers mois de l'année par rapport à la même période l'an dernier. L'activité immobilière s'est révélée une autre victime probable de l'apathie du marché de l'emploi. En octobre, la revente de maisons a reculé de 1,4 % sur 12 mois, ce qui place le marché provincial parmi les plus faibles de toutes les provinces. Nous croyons que la création d'emplois reprendra l'an prochain au Nouveau-Brunswick suivant une amélioration de l'économie, même si la croissance de l'emploi restera probablement assez faible, à 0,7 %, avant d'augmenter légèrement à 0,8 % en 2013.

## Tout vient à point à qui sait attendre

L'économie de la Nouvelle-Écosse est en mode d'attente. La croissance économique a été lente en 2011, les déclinés continus de la production de gaz naturel et la diminution des investissements dans de grands projets contribuant à un fléchissement de la croissance de l'emploi et des dépenses de consommation. Plusieurs grands projets à venir devraient stimuler la croissance au cours des prochaines années, mais les répercussions de ceux-ci se feront principalement sentir seulement à moyen et à long terme. D'ici là, la province continuera d'afficher un rythme d'expansion relativement timide. La croissance du PIB réel de la Nouvelle-Écosse devrait selon nous atteindre un niveau un peu plus élevé de 1,6 % en 2012, contre un bas niveau de 1,3 % en 2011. Le rythme d'expansion de l'économie s'accroîtra toutefois considérablement en 2013, année où d'importants nouveaux projets commenceront à produire leurs effets. Nous tablons sur une croissance de 3,5 % pour cette année-là.

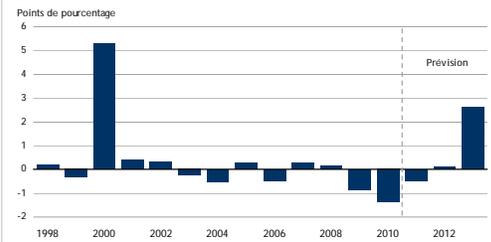
### La croissance économique reste pour le moment sur la touche

Le fléchissement continu de la production de gaz naturel à partir du gisement dans l'île de Sable et la diminution des dépenses liées aux grands projets d'immobilisations ont fortement plombé la croissance économique en Nouvelle-Écosse cette année. En moyenne, l'emploi a diminué de 0,2 % au cours des onze premiers mois de 2011 comparativement à la même période un an plus tôt, cette faiblesse étant entièrement attribuable au secteur privé (où des baisses d'emplois notables ont été enregistrées dans les secteurs de la finance, de l'assurance, de l'immobilier, des services aux entreprises et relatifs aux bâtiments, des activités primaires et de la construction). Les ventes au détail ont à peine progressé, ayant gagné seulement 0,2 % par rapport à l'an dernier si l'on exclut les ventes dans les stations d'essence (dopées par la vigueur des prix). Il y a tout de même eu quelques embellies, notamment au chapitre des ventes manufacturières et des exportations. Néanmoins, la fermeture de l'usine de pâtes et papier de New Page en septembre freinera la croissance future dans ces secteurs. Nous prévoyons qu'en raison de ces tendances, l'activité économique de la province restera atone jusqu'à la fin de l'année et en 2012.

### Accélération de la croissance en vue

Même si nous ne prévoyons pas d'accélération majeure de l'activité économique en Nouvelle-Écosse d'ici la fin de l'an prochain, il y a de bonnes raisons d'être optimistes face à l'avenir. Le projet de gaz naturel extracôtier Deep Panuke devrait être mis en exploitation au deuxième trimestre de 2012, ce qui donnera un fort élan à la production de gaz naturel l'an prochain. Cependant, le gain annuel le plus élevé sera enregistré en 2013, alors que la production atteindra son plein potentiel et que le gisement connaîtra sa première année complète de production. Les dépenses d'investissement liées au contrat de construction navale de 25 milliards de dollars sur 30 ans octroyé par le gouvernement fédéral en octobre à la société Irving Shipyard de Halifax devraient aussi commencer en 2012, et les travaux initiaux relatifs aux nouvelles structures requises pour le contrat devraient durer jusqu'en 2014. Nos prévisions tablent pour 2013 sur une accélération de la cadence des travaux de construction pour le projet de liaison de transmission maritime (dans le cadre du projet du bas Churchill, au Labrador) de 1,2 milliard de dollars. Le projet devrait créer 2 700 années-personnes d'emploi en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces projets de grande envergure nous amènent à prévoir une amélioration considérable des perspectives de croissance de la Nouvelle-Écosse à moyen terme. Le PIB réel de la province devrait selon nous croître de 3,5 % en 2013, le taux le plus élevé depuis dix ans.

Secteur minier, pétrolier et gazier en Nouvelle-Écosse : contribution à la croissance



Sources : Statistique Canada, demande de permis de forage Deep Panuke auprès de l'ONE, Recherche économique RBC

Emploi en Nouvelle-Écosse



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

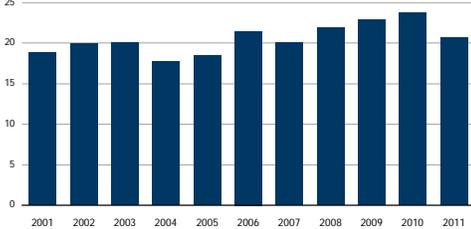
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire				
	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	1,9	1,3	1,6	3,5
Emploi	0,2	-0,1	1,1	1,8
Taux de chômage (%)	9,3	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	4,6	3,0	3,8	4,4
Mises en chantier (unités)	4 309	4 600	4 000	4 600
Indice des prix à la consommation	2,2	3,8	1,9	2,4

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Nombre de prises de homards à l'Î.-P.-É.

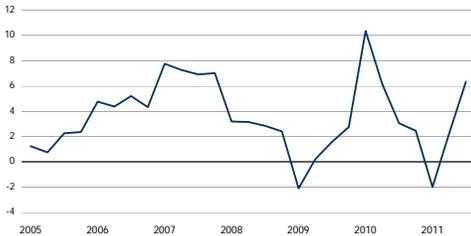
Millions de livres, chaque année



Sources - Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et du Développement rural de l'Î.-P.-É., Recherche économique

## Ventes au détail à l'Î.-P.-É.

Excluant les ventes d'essence dans les stations-services, % de croissance, d'une année à l'autre



Sources - Statistique Canada, Recherche économique RRC

## Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,6	2,2	1,9	2,1
Emploi	3,0	1,6	1,9	1,2
Taux de chômage (%)	11,1	11,4	10,7	10,1
Ventes au détail	5,2	4,9	3,9	4,1
Mises en chantier (unités)	756	900	800	800
Indice des prix à la consommation	1,8	2,9	1,9	2,4

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Une croissance appréciable

L'Île-du-Prince-Édouard a connu sa part de problèmes en 2011 : baisse de production dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, saison touristique décevante et reculs prévus des dépenses d'investissement. L'économie insulaire n'en a pas moins continué de tourner puisqu'elle affiche des gains raisonnables en matière d'emploi, de ventes au détail et de rémunération hebdomadaire. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 2,2 % en 2011. Les restrictions budgétaires pèseront un peu plus fortement sur la croissance en 2012 et 2013 ; toutefois, la vive performance d'autres segments de l'économie devrait aider la province à conserver une croissance modérée. Nous nous attendons à une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2012 et de 2,1 % en 2013.

## Une économie qui tient le coup malgré d'importantes difficultés

Le temps pluvieux et l'instabilité de l'économie américaine ont pesé sur les secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme cette année. La production de pommes de terre a baissé de 6,1 % et la prise de homards a chuté de 13 %. Les arrivées à l'Î.-P.-É. par la route, la mer ou les airs ont aussi fléchi, tout comme les nuitées vendues. Les investissements publics prévus, un moteur de la croissance, ont fléchi après avoir monté en flèche pendant la récession de 2008-2009. L'économie de l'Î.-P.-É. a toutefois étonnamment bien surmonté ces obstacles. Le marché de l'emploi a affiché jusqu'à maintenant de solides gains – notamment dans les secteurs des services professionnels et de l'éducation – et les consommateurs ont été suffisamment confiants pour accroître leurs dépenses à un rythme rapide en comparaison des consommateurs du reste du Canada. L'emploi dans la province a progressé à un rythme de 2,8 % en glissement annuel au troisième trimestre et les ventes au détail ont bondi de 6,2 %, exclusion faite des ventes dans les stations d'essence (qui peuvent fausser le tableau vu les fluctuations marquées des prix du carburant). La forte croissance démographique a offert un solide appui à la demande de biens et services au sein de la province. Plus particulièrement, l'accroissement considérable du solde migratoire international a fait bondir la population de l'Î.-P.-É. à son rythme annuel le plus rapide (1,7 %) depuis 40 ans.

## Les restrictions budgétaires pèseront plus fortement sur la croissance en 2012 et 2013

Comme tous les niveaux de gouvernement mettront l'accent sur l'élimination des déficits, les restrictions budgétaires pèseront plus fortement sur la croissance de l'Î.-P.-É. au cours des prochaines années. Dans la province, les investissements non résidentiels dépendent de façon disproportionnée de l'État, car les investissements publics y représentent environ 47 % du total des investissements non résidentiels, alors que la moyenne canadienne est de 35 %. Au niveau provincial, le dernier plan d'immobilisations quinquennal indique que les dépenses d'investissement devraient être réduites de 11 % en 2011 et encore beaucoup plus au cours des deux prochaines années, soit de 24 % en 2012 et de 30 % en 2013. Après avoir contribué à hauteur d'environ 1,5 % à la croissance en 2010, les dépenses d'investissement du gouvernement sont maintenant en voie de ralentir la croissance de presque autant au cours des deux prochaines années. Heureusement, nous prévoyons que l'effet de frein exercé par les restrictions budgétaires sera plus que compensé par la croissance soutenue des dépenses de consommation, par la vigueur des exportations vers les États-Unis et par la normalisation des rendements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Par conséquent, nous prévoyons que l'Î.-P.-É. conservera une trajectoire de croissance économique modérée mais stable au cours des deux prochaines années, progressant de 1,9 % en 2012 et de 2,1 % en 2013.

## À la vitesse de croisière

Terre-Neuve-et-Labrador fait partie des meneurs au Canada en ce qui concerne la croissance depuis le début de la reprise. La solide performance de la province en 2011 (croissance du PIB réel de 4,4 %, selon nos prévisions) découle surtout de l'augmentation marquée des dépenses liées à de grands projets de construction, qui a plus que compensé la baisse de la production pétrolière et la performance inégale du secteur minier. L'an prochain, les dépenses d'investissement progresseront plus lentement et le recul se poursuivra dans le secteur pétrolier ; cependant, la production minière devrait connaître une forte accélération. Tout compte fait, ces facteurs devraient se traduire par une croissance plus faible (mais encore raisonnable) de 2,8 %. De nouvelles hausses de la production minière et le début de la construction du projet hydroélectrique de Muskrat Falls seront des facteurs clés qui propulseront la croissance à 3,1 % en 2013.

### La construction, source de dynamisme en 2011

En 2011, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a profité d'une vitalité considérable de la construction non résidentielle, attribuable notamment à une flambée des dépenses relatives à de grands projets de production de marchandises. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique estime que les dépenses liées aux projets d'immobilisation augmenteront de 49 % cette année (2,0 milliards de dollars) comparativement à 2010. La croissance des dépenses d'investissement fait plus que compenser les difficultés rencontrées dans d'autres segments de l'économie, dont la chute de la production de pétrole brut et des résultats inégaux dans le secteur minier (la production de minerai de fer a fléchi, mais la production de nickel a augmenté après la fin de la grève à Voisey Bay.) Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, l'emploi a augmenté à un rythme de 3,0 % lors des onze premiers mois de 2011 et les ventes au détail (excluant celles dans les stations d'essence) ont crû de plus du double de la moyenne canadienne.

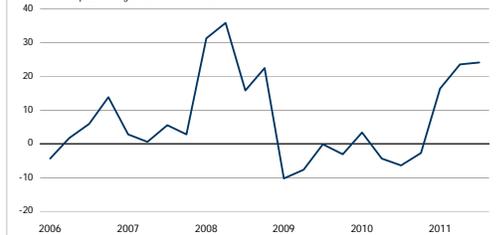
### Baisse de régime

L'Office national de l'énergie prévoit que la production pétrolière de Terre-Neuve-et-Labrador baissera de près de 15 % en 2011 et de 8 % en 2012. Les effets de la baisse de la production pétrolière ont été camouflés cette année par la flambée des dépenses liées aux grands projets d'immobilisations. Il n'en sera pas tout à fait de même cette année. Même si les investissements non résidentiels resteront vraisemblablement élevés en 2012, le taux de croissance dans ce secteur ralentira considérablement. Par contre, la production minière de la province sera fortement stimulée par le programme d'expansion de la Compagnie minière IOC et par le début de la production à la mine de cuivre Ming. Cette progression du secteur minier contribuera à maintenir le taux de croissance global du PIB réel à un niveau raisonnable, bien que moins spectaculaire, de 2,8 % l'an prochain.

### Légère hausse en 2013

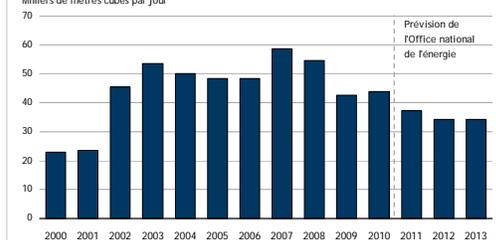
Les perspectives d'une nouvelle accélération de la construction non résidentielle et de la production minière sont prometteuses et nous croyons que ces secteurs propulseront l'économie de la province à un rythme encore plus élevé en 2013. La construction non résidentielle s'accélération à l'approche du début des travaux liés au projet hydroélectrique de Muskrat Falls, évalué à 5,0 milliards de dollars. Le projet devrait créer 2 700 emplois au plus fort de la phase de construction. La production minière enregistrera ensuite de nouveaux gains lors de la mise en production du projet de minerai de fer à enfournement direct. Ces progrès compenseront aisément les reculs additionnels prévus de la production de pétrole brut dans les zones extracôtières de Terre-Neuve-et-Labrador.

Emploi dans la construction à Terre-Neuve-et-Labrador  
Variations en pourcentage d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production de pétrole brut de Terre-Neuve-et-Labrador  
Milliers de mètres cubes par jour



Sources : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

### Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	6,1	4,4	2,8	3,1
Emploi	3,4	2,8	1,2	2,0
Taux de chômage (%)	14,4	12,6	11,9	11,0
Ventes au détail	4,6	4,8	4,0	4,9
Mises en chantier (unités)	3 606	3 500	3 300	3 500
Indice des prix à la consommation	2,4	3,3	2,0	2,4

Kirsten Cornelson  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P
T.-N. & L.	6,1	4,4	2,8	3,1	3,4	2,8	1,2	2,0	14,4	12,6	11,9	11,0	3,6	3,5	3,3	3,5	4,6	4,8	4,0	4,9	2,4	3,3	2,0	2,4
Î.-P.-É.	2,6	2,2	1,9	2,1	3,0	1,6	1,9	1,2	11,1	11,4	10,7	10,1	0,8	0,9	0,8	0,8	5,2	4,9	3,9	4,1	1,8	2,9	1,9	2,4
N.-É.	1,9	1,3	1,6	3,5	0,2	-0,1	1,1	1,8	9,3	9,0	8,7	8,3	4,3	4,6	4,0	4,6	4,6	3,0	3,8	4,4	2,2	3,8	1,9	2,4
N.-B.	3,1	0,5	1,8	2,3	-1,0	-1,2	0,7	0,8	9,3	9,5	9,3	9,1	4,1	3,3	3,2	3,3	4,9	4,5	3,4	3,9	2,1	3,4	1,9	2,4
QUÉ.	2,5	1,4	1,8	1,9	1,7	1,1	0,3	1,3	8,0	7,7	7,6	7,4	51,4	48,4	44,5	42,5	6,3	1,9	4,0	3,8	1,3	2,9	1,5	2,2
ONT.	3,0	2,0	2,3	2,3	1,7	1,8	1,0	1,4	8,7	7,9	7,7	7,5	60,4	67,0	57,5	56,0	5,4	3,4	4,1	3,9	2,4	3,2	1,8	2,2
MAN.	2,4	2,5	3,2	3,0	1,9	0,7	0,9	1,3	5,4	5,4	5,3	5,0	5,9	5,6	5,5	5,7	5,6	4,3	4,8	4,7	0,8	2,8	1,6	2,3
SASK.	4,0	4,5	4,2	4,7	0,9	0,3	1,7	1,9	5,2	4,9	4,8	4,6	5,9	7,4	7,6	7,9	3,1	7,1	5,3	6,5	1,3	2,7	2,2	2,8
ALB.	3,3	4,0	3,9	3,8	-0,4	3,8	3,1	2,5	6,5	5,5	5,0	4,7	27,1	25,9	31,0	32,0	6,0	5,7	6,2	6,3	1,0	2,3	1,5	2,0
C.-B.	3,0	2,1	2,3	2,5	1,7	0,8	1,3	1,5	7,6	7,5	6,9	6,8	26,5	26,6	27,8	27,0	5,3	1,8	4,3	4,4	1,4	2,4	1,5	1,5
CANADA	3,2	2,3	2,5	2,6	1,4	1,6	1,1	1,5	8,0	7,5	7,2	7,0	190	193	185	183	5,5	3,4	4,4	4,4	1,8	2,9	1,7	2,1

## Tableau comparatif

2010, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2011)	511	146	945	755	7 980	13 373	1 251	1 058	3 779	4 573
Produit intérieur brut (milliards \$)	28,2	5,0	36,4	29,4	319,3	612,5	54,3	63,6	263,5	203,1
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,0	4,3	30,0	24,2	273,9	527,8	43,7	41,5	183,3	167,1
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,7	39,8	3,3	3,1	13,8	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2005-10, %)	1,6	1,8	1,3	1,4	1,4	0,7	2,4	1,3	1,4	1,7
PIB réel par habitant (\$ 2002)	37 214	29 966	31 701	32 166	34 640	39 902	35 435	39 769	49 249	36 899
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2005-10, %)	1,7	1,1	1,2	1,2	0,5	-0,4	1,4	0,3	-0,9	0,2
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	27 402	24 645	27 308	27 091	26 642	29 893	27 645	30 593	37 885	29 175
Croissance de l'emploi (TAC, 2005-10, %)	0,6	0,8	0,5	0,5	1,1	0,7	1,3	1,6	2,0	1,5
Taux d'emploi (nov., 2011 %)	52,3	60,6	58,2	56,6	59,5	61,3	65,2	65,3	70,4	60,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2011)	16,4	14,1	12,5	13,4	11,0	10,8	8,2	6,9	8,5	8,9
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,1	9,5	9,1	11,5	16,3	15,1	11,3	7,0	8,0	8,6
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	60,5	72,3	73,1	69,4	65,6	63,0	65,3	60,9	55,3	71,3
Exportations (% du PIB réel)	34,9	26,0	22,4	40,0	29,6	38,6	30,4	35,3	35,8	24,9

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	159 729	164 496	165 641	162 225	167 140	170 650	174 575	178 939
	évolution (%)	4,1	3,0	0,7	-2,1	3,0	2,1	2,3	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 274	2 304	2 339
	évolution (%)	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,3	1,5
Taux de chômage	(%)	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,9	6,8
Ventes au détail	en millions de dollars	53 133	56 930	57 783	55 222	58 145	59 202	61 720	64 447
	évolution (%)	7,6	7,1	1,5	-4,4	5,3	1,8	4,3	4,4
Mises en chantier	unités	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	26 600	27 800	27 000
	évolution (%)	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	0,5	4,5	-2,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	118,3	120,1
	évolution (%)	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,4	1,5	1,5

## Alberta

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	180 852	184 008	185 668	177 376	183 251	190 581	198 014	205 538
	évolution (%)	5,8	1,7	0,9	-4,5	3,3	4,0	3,9	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 093	2 157	2 212
	évolution (%)	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	3,1	2,5
Taux de chômage	(%)	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	5,0	4,7
Ventes au détail	en millions de dollars	55 972	61 487	61 614	56 478	59 856	63 297	67 205	71 444
	évolution (%)	15,4	9,9	0,2	-8,3	6,0	5,7	6,2	6,3
Mises en chantier	unités	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	25 900	31 000	32 000
	évolution (%)	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-4,4	19,7	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	125,5	127,3	129,9
	évolution (%)	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,3	1,5	2,0

## Saskatchewan

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 266	39 626	41 466	39 911	41 520	43 388	45 211	47 336
	évolution (%)	-1,6	3,6	4,6	-3,8	4,0	4,5	4,2	4,7
Nombre d'emplois	en milliers	492	504	513	519	524	526	535	545
	évolution (%)	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	1,7	1,9
Taux de chômage	(%)	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	4,9	4,8	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	11 554	13 129	14 673	14 598	15 050	16 113	16 960	18 060
	évolution (%)	7,0	13,6	11,8	-0,5	3,1	7,1	5,3	6,5
Mises en chantier	unités	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	7 400	7 600	7 900
	évolution (%)	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	25,3	2,7	3,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	121,9	124,6	128,2
	évolution (%)	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,7	2,2	2,8

## Manitoba

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	40 181	41 263	42 838	42 705	43 746	44 840	46 275	47 663
	évolution (%)	3,4	2,7	3,8	-0,3	2,4	2,5	3,2	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	589	599	608	608	620	624	630	638
	évolution (%)	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	0,7	0,9	1,3
Taux de chômage	(%)	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	12 874	14 016	14 980	14 915	15 752	16 422	17 209	18 010
	évolution (%)	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,6	4,3	4,8	4,7
Mises en chantier	unités	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	5 600	5 500	5 700
	évolution (%)	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	-4,9	-1,8	3,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	118,3	120,1	122,9
	évolution (%)	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,8	1,6	2,3

## Ontario

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	522 998	533 233	529 828	512 685	527 813	538 369	550 752	563 419
	évolution (%)	2,4	2,0	-0,6	-3,2	3,0	2,0	2,3	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 730	6 796	6 889
	évolution (%)	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage	(%)	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	7,9	7,7	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	140 591	145 965	151 672	147 920	155 889	161 241	167 849	174 333
	évolution (%)	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,4	3,4	4,1	3,9
Mises en chantier	unités	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	67 000	57 500	56 000
	évolution (%)	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	10,9	-14,2	-2,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	120,2	122,4	125,0
	évolution (%)	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,2	1,8	2,2

## Québec

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	260 033	265 585	269 083	267 290	273 856	277 690	282 688	288 059
	évolution (%)	1,8	2,1	1,3	-0,7	2,5	1,4	1,8	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 958	3 970	4 022
	évolution (%)	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,1	0,3	1,3
Taux de chômage	(%)	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,7	7,6	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	101 530	105 635	109 644
	évolution (%)	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	1,9	4,0	3,8
Mises en chantier	unités	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 400	44 500	42 500
	évolution (%)	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-8,1	-4,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,1	120,0	122,6
	évolution (%)	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	2,9	1,5	2,2

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	23 174	23 439	23 583	23 484	24 216	24 337	24 775	25 345
	évolution (%)	2,4	1,1	0,6	-0,4	3,1	0,5	1,8	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	350	357	359	360	356	352	354	357
	évolution (%)	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,2	0,7	0,8
Taux de chômage	(%)	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	9,3	9,1
Ventes au détail	en millions de dollars	8 858	9 407	10 018	10 093	10 592	11 068	11 449	11 897
	évolution (%)	6,2	6,2	6,5	0,7	4,9	4,5	3,4	3,9
Mises en chantier	unités	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	3 300	3 200	3 300
	évolution (%)	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-19,5	-3,0	3,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	119,9	122,3	125,2
	évolution (%)	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	3,4	1,9	2,4

## Nouvelle-Écosse

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	28 174	28 611	29 378	29 390	29 951	30 340	30 826	31 905
	évolution (%)	0,6	1,6	2,7	0,0	1,9	1,3	1,6	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	441	448	452	451	452	452	457	465
	évolution (%)	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	-0,1	1,1	1,8
Taux de chômage	(%)	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	9,0	8,7	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	11 141	11 616	12 089	12 102	12 656	13 038	13 532	14 130
	évolution (%)	5,8	4,3	4,1	0,1	4,6	3,0	3,8	4,4
Mises en chantier	unités	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	4 600	4 000	4 600
	évolution (%)	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	6,8	-13,0	15,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,0	128,0
	évolution (%)	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	2,4

## Île-du-Prince-Édouard

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	4 077	4 149	4 179	4 189	4 297	4 392	4 475	4 569
	évolution (%)	4,0	1,8	0,7	0,2	2,6	2,2	1,9	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	68	69	70	69	71	72	73	74
	évolution (%)	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,6	1,9	1,2
Taux de chômage	(%)	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	10,7	10,1
Ventes au détail	en millions de dollars	1 509	1 621	1 703	1 681	1 769	1 857	1 928	2 007
	évolution (%)	6,0	7,4	5,1	-1,3	5,2	4,9	3,9	4,1
Mises en chantier	unités	738	750	712	877	756	900	800	800
	évolution (%)	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	19,0	-11,1	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,3	128,3
	évolution (%)	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	1,9	2,4

## Terre-Neuve-et-Labrador

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	18 129	19 791	19 712	17 930	19 027	19 864	20 420	21 053
	évolution (%)	3,0	9,2	-0,4	-9,0	6,1	4,4	2,8	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	215	216	219	212	219	225	228	233
	évolution (%)	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,8	1,2	2,0
Taux de chômage	(%)	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	12,6	11,9	11,0
Ventes au détail	en millions de dollars	6 012	6 528	7 009	7 120	7 449	7 804	8 115	8 511
	évolution (%)	3,2	8,6	7,4	1,6	4,6	4,8	4,0	4,9
Mises en chantier	unités	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 500	3 300	3 500
	évolution (%)	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-2,9	-5,7	6,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	121,3	123,7	126,6
	évolution (%)	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	3,3	2,0	2,4

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.